

Print

Macronavirus

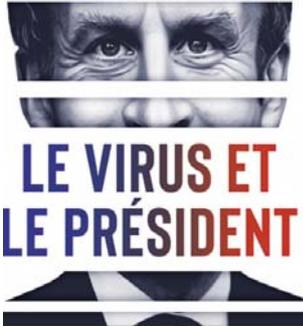
Par [Jean-Loup Izambert](#) et [Claude Janvier](#)

Mondialisation.ca, 08 janvier 2021

ISEdition

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/macronavirus/5652578>



Le texte qui suit est le premier chapitre du livre LE VIRUS ET LE PRÉSIDENT.

Des liens très forts relient les 20,7 millions de Français qui ont élu Emmanuel Macron président de la République lors des élections présidentielles de mai 2017 au virus SRAS-CoV-2 et sa maladie, la Covid-19 : la souffrance, la misère et la mort.

En élisant un partisan de l'intégration de l'Union « européenne », et donc un partisan de la réduction des dépenses de santé publique ainsi que le recommande la Commission « européenne », un destructeur qui annonça vouloir supprimer 120 000 postes de fonctionnaires – 70.000 dans la fonction publique territoriale et 50 000 dans la fonction publique d'État – en cinq ans, un « guerrier » qui déclara lors de sa campagne présidentielle vouloir bombarder la Syrie et l'ordonna en avril 2018 suite à la demande du maître de la Maison Blanche, sans mandat de l'ONU et sans vote du Parlement, ces Français ont fait le choix de la mort contre celui de la vie.

Deux chiffres illustrent leur choix dans le budget de l'État français 2020 du gouvernement Philippe: 37,5 milliards d'euros pour la Défense et 1,14 milliard d'euros de crédits pour la mission « Santé » du ministère des Solidarités et de la Santé ! [1] À titre de comparaison, ce dernier était de 1,8 milliard d'euros en 2008 et de 1,4 milliard d'euros en 2019, soit l'un des derniers budgets de l'État français.

Maintenant, faut assumer !

Comblé, le ministère des Armées se félicite qu'« au cours des trois dernières années, le budget du ministère des Armées aura ainsi bénéficié de 10 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en cumul. En 2019, le budget avait déjà augmenté de 1,7 milliard d'euros. Avec un budget en croissance pour la troisième année consécutive, les engagements sont donc tenus. Les ressources de la Défense devraient augmenter au même rythme d'ici à 2022. » [2]

Beaucoup moins choyée, la « sinistre » de la Santé, Agnès Buzyn, tente de faire croire par des annonces trompeuses dans les médias que le budget de la Santé augmente. Mais nous n'en sommes plus à un mensonge près avec cette nomenclature gouvernementale de « compteurs de petits pois » qui prétend mettre la République en marche en bidouillant les réalités de demain avec les institutions et les idées d'hier. En fait, une nouvelle fois, le budget de la Santé est « en diminution de 19,5 % par rapport aux crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2019 », alerte, en novembre 2019, la sénatrice Corinne Imbert lors de la réunion de la commission des Affaires sociales du Sénat. Cette diminution de crédits est telle en regard des besoins que « la mission "Santé" se trouve désormais confrontée à une véritable crise existentielle », précise-t-elle [3]. Fermetures de structures de soins, fermetures de maternités, fermetures de services d'urgence, suppressions d'emplois, réductions drastiques de lits d'hôpitaux – 69 000 lits en moins en 15 ans ! [4] –, privatisations de services, asphyxie du financement des hôpitaux... Alors que la tendance est à une demande plus forte et diversifiée de soins de qualité, le pouvoir politique, suivant les recommandations de la Commission « européenne », réduit encore les moyens financiers pour y répondre. Ne pouvant déjà plus faire face à de simples épidémies de grippe, la France va se trouver complètement démunie en décembre 2019 lorsque survient la pandémie du SRAS-CoV-2. Aussi, les Françaises et les Français qui ont confié leur voix à Emmanuel Macron, puis aux députés LREM pour les représenter afin qu'ils mettent en œuvre son programme politique de régression sociale, sont responsables de la dégradation continue du système de santé.

De même, ils sont responsables des conséquences qui en découlent, à savoir, pour la principale d'entre elles, une plus grande difficulté pour accéder aux soins. Ils sont, avec leurs représentants au Parlement et le gouvernement Philippe, les co-auteurs de la pire catastrophe sanitaire que la France ait connue depuis la pandémie grippale dite « grippe espagnole » de 1918. Exception faite des États-Unis, dont le système de santé publique est quasi inexistant et entre les mains de groupes privés, les pays les plus touchés par la pandémie en Europe seront ceux dirigés par des atlantistes qui consacrent des milliards d'euros à leur budget de guerre au détriment de celui du système de santé :

- Royaume-Uni (31 587 morts), – Italie (30 395 morts),
- Espagne (26 478 morts),
- France (28 190 morts) [5]

Il est un peu facile, comme le président Macron, de déclarer sur un ton solennel et ampoulé « nous sommes en guerre » et d'appeler à la « mobilisation générale » [6] alors qu'il a lui-même programmé la poursuite de la réduction du système de santé publique et créé les conditions supplémentaires de son désarmement et de sa démobilisation. Du « beau » travail !

Vieux et malade ? Crevez !

La France est devenue un pays où, faute de professionnels et de structures de soins suffisantes, les malades sont triés pour être soignés par ordre de priorité, en fonction de leur âge, de la gravité de leur maladie, de leur chance de survie... Ainsi, tous les citoyens atteints d'une maladie, de la grippe ou de la Covid-19, ne peuvent être soignés. « L'accès à la ventilation mécanique pour les patients en détresse respiratoire n'est en effet que la pointe émergée d'un continuum du rationnement des chances face à l'épidémie, qu'il faut regarder dans son ensemble », observe, au mois de mars 2020, Frédérique Leichter- Flack, membre du comité d'éthique du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Et de préciser les raisons qui conduisent à cette situation: « En amont, des hôpitaux chroniquement sous-dotés, ce qui ne laissait pas de marge pour accueillir l'imprévu ; un rationnement de pénurie des moyens de protection face au risque (masques et gels) ; un premier tri téléphonique opéré par la régulation du 15, qui envoie ou n'envoie pas à l'hôpital ; et, en aval, pour la suite, une réflexion à mener sur l'ordre de priorité de la distribution des médicaments et vaccins au fur et à mesure de leur production, quand ils seront trouvés... » [7] JÀ ce tri s'en ajoute un autre. Le système de santé ne pouvant faire face

à l'épidémie de grippe, puis à la pandémie de la Covid-19, des citoyens qui devaient soit faire des analyses en laboratoire, des radiographies ou être hospitalisés en chirurgie pour des opérations voient leurs rendez-vous reportés de semaine en semaine. Pour attendre leur tour et supporter leurs maladies, nombre d'entre eux doivent recourir aux anti-douleurs, porter une sonde, etc. Rappelez-vous le nom de cette République dont les fondateurs se sont battus pour les droits de l'Homme et du citoyen et faire vivre la devise « Liberté, Égalité, Fraternité »...

Voilà le résultat de plus de trente années d'enchaînement à une construction « européenne » conçue et régentée par les représentants politiques des grands propriétaires privés de la finance et de l'économie qui ne cessent de privatiser la société en s'attaquant au bien public. La « majorité-minorité » de Français qui a élu Emmanuel Macron président de la République en mai 2017 découvre les conséquences de son choix. Après avoir applaudi et voté pour son projet de « réduction des dépenses publiques » de 60 milliards d'euros et la suppression de 120 000 emplois publics sur le quinquennat, ils dégustent dans leur vie quotidienne les contrecoups de leur choix. Le problème étant que l'immense majorité ne voulait pas de cette politique également.

Avec un tel programme politique de privatisations et de nouvelles réductions des moyens dédiés aux missions essentielles de l'État, parmi lesquelles ceux du système de santé publique déjà défaillant, n'importe quel virus imprévu, un tant soit peu virulent, a de beaux jours devant lui. Et c'est le cas du coronavirus SRAS-Cov-2 [8].

Tout juste quelques 125 milliardièmes de mètre de dimension, 28 190 morts en France – 316 169 dans le monde – à la mi-mai 2020 et le voilà médiatiquement mieux traité que la plus célèbre des vedettes. C'est bien moins que les 31 226 personnes décédées dans les seuls mois de décembre 1969 et de janvier 1970 lors de la pandémie grippale dévastatrice qui passera presque complètement inaperçue. Celle-ci, bien qu'elle fasse un million de morts dont 40 000 en France [10], n'a pas fait l'objet de grande campagne médiatique. Elle serait même complètement oubliée si deux statisticiens et épidémiologistes, Antoine Flahault et Alain-Jacques Valleron de l'Unité 707 de l'Inserm de l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, n'avaient fait preuve de curiosité. S'intéressant, au début des années 2000, à des fichiers de mortalité conservés par l'unité CEPIDC (Centre épidémiologique sur les causes médicales de décès) de l'Inserm,[11] ils vont pouvoir en déterminer l'ampleure exacte.

En comparaison des épidémies de grippe – l'OMS relève chaque année de 3 à 5 millions de cas graves de grippe dans le monde, entraînant de 250 000 à 500 000 décès –, le moins que l'on puisse dire est que le SRAS-CoV-2 (en anglais Severe Acute Respiratory Syndrome coronavirus, dont l'acronyme est SARS-Cov) a été l'objet d'un traitement de faveur dans les médias français, 24 heures sur 24 pendant plus de six mois. Fausses nouvelles et désinformation ont été de la partie dans les médias des milliardaires. À propriété privée des médias, information privée. « Il faut que nous soyons bien d'accord qu'un directeur de journal a le droit de publier ce qu'il veut dans son journal », dit un jour à l'un d'entre nous le rédacteur en chef d'un hebdomadaire parisien. Celui-ci avait pour mission impossible de tenter d'expliquer ridiculement le refus injustifié de la publication d'un reportage mettant en cause plusieurs hauts fonctionnaires et politiciens dans la protection de plusieurs membres d'une organisation criminelle. Preuves à l'appui. Et, comme pour le terrorisme, comme pour les véritables pollueurs de la planète, il en va de même avec les virus : les faits graves qui mettent en cause le pouvoir politique et ses soutiens ne doivent pas être rendus publics. Pratique, le virus. C'est scientifique, donc plus compliqué à expliquer. Le grand public n'y connaissant pas grand-chose de plus que les journalistes non spécialisés, le mieux, pour nombre de ces derniers, est de s'en tenir à la collecte de témoignages, à l'émotion et au drame. Audimat garanti. Comme le dira un jour le rédacteur en chef d'une agence de presse parisienne alors qu'il examine les clichés d'un reporter photo ayant couvert un important tremblement de terre aux portes ottomanes de l'Europe : « Non, il faut des images plus fortes... Là, tu vois, c'est bon : il y a des morts, des corps d'enfants écrasés sous les décombres... Ça, c'est vendeur ! » Les acheteurs ? Les médias de la place de Paris. Reconnaissons qu'il y eut des actions fortement cotées au souk du « journalisme de marché ». Un peu comme pour la désinformation financière sur des entreprises pour préparer des opérations de Bourse. Quand la mort n'existe pas, des professionnels de l'intox l'inventent. Rappelez-vous [12]. Inserm, Dossiers d'information, Grippe, Améliorer les moyens de lutte contre une maladie pas si banale, 1er septembre 2017.

L'opinion, ça se travaille...

Décembre 1989 : les médias occidentaux vous font pleurer sur « les charniers de Timisoara » qui auraient été découverts en Roumanie. Ceux-ci serviront de prétexte à une campagne de propagande médiatique infâme qui s'avérera dix ans plus tard élaborée depuis le quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, sous direction de galonnés US. Franz-Olivier Giesbert, alors directeur des rédactions du Figaro, dénoncera le 17 avril 1999 « un bourrage de crâne otanien » et Marianne « les excès inouïs d'une propagande répétitive ».

1999 : L'OTAN et des services occidentaux lancent une grande campagne de désinformation destinée à discréditer le gouvernement de Belgrade et les Serbes. Les déclarations les plus grotesques de politiciens étasuniens et d'Europe occidentale sont reprises et relayées dans tous les médias occidentaux pour accuser Belgrade de se livrer à un « génocide » et à une « épuration ethnique ». Les Serbes commettent un « génocide », « jouent au football avec des têtes coupées, dépècent des cadavres, arrachent les fœtus des femmes enceintes tuées et les font griller », prétendit le ministre de la Défense allemand, le social-démocrate Rudolf Scharping qui n'est pas plus social que démocrate comme les réformistes de son engeance, dont les propos furent repris par plusieurs médias occidentaux : ils ont tué « de 100 000 à 500 000 personnes » (TF1, 20 avril 1999), incinéré leurs victimes dans des « fourneaux, du genre de ceux utilisés à Auschwitz » (The Daily Mirror, 7 juillet), etc. L'objectif est alors de neutraliser l'opinion publique et de justifier le bombardement de la République fédérale de Yougoslavie de mars à juin 1999 pour la dépecer [13]. 5 février 2003, ONU : le secrétaire d'État étasunien, Colin Powell, affirme : « Il ne peut faire aucun doute que Saddam Hussein a des armes biologiques » et « qu'il a la capacité d'en produire rapidement d'autres » en nombre suffisant, tels « la peste, la gangrène gazeuse, le bacille du charbon ou le virus de la variole » pour « tuer des centaines de milliers de personnes ». Ce discours mensonger qui va servir de prétexte pour déclencher la guerre, l'invasion, l'occupation et le pillage de l'Irak, sera massivement repris et diffusé par les médias occidentaux. Aucun ne produira, et pour cause, la moindre image de ces « armes biologiques de Saddam Hussein », qui n'ont jamais existé.

2013 : les médias occidentaux, principalement étasuniens et français, déclenchent une campagne afin de discréditer le président et le gouvernement syriens en les accusant d'utiliser des armes chimiques. Celles-ci n'ont jamais existé, mais tout comme les introuvables « armes de destruction massive » de l'Irak, elles devaient également servir de prétexte pour bombarder la République arabe syrienne. Autre objectif : camoufler le soutien diplomatique, politique, logistique et militaire apporté depuis des années par des États occidentaux – principalement les États-Unis, l'Angleterre et la France avec l'OTAN – à des groupes terroristes [14]. Les dirigeants de plusieurs de ces groupes habillés en « représentants de l'opposition modérée » seront reçus à Washington, Londres et Paris qui mènent, médiatiquement, une « croisade contre le terroriste » en... l'armant militairement en sous-main. Les dirigeants étasuniens, anglais et français se serviront du même faux prétexte, embelli par les médias de ces pays, pour bombarder à nouveau la Syrie en avril 2018.

Comment le SRAS-CoV-2 n'aurait-il pas eu droit, lui aussi, à sa campagne médiatique même si, lors de différentes épidémies – le

SRAS, le MERS et le ZIKA – il fut également prouvé que les versions officielles, que ces mêmes médias se sont empressés de diffuser, étaient complètement fausses ?

Rebelote avec le virus SRAS-CoV-2. Le petit virus fera l'objet d'un tapage médiatique sans précédent. En France, les lecteurs, téléspectateurs et auditeurs de médias vont être assaillis à longueur de jour, de semaines et de mois par un flot continu de nouvelles sur le virus et la maladie qu'il provoque.

Une étude menée par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui a passé à la loupe près de 100 millions de mots, plus de 8 000 heures de programmes sur les chaînes d'information en continu et 400 heures sur les chaînes historiques, donne une idée de l'ampleur de cette campagne médiatique. Le but de cette étude conduite par Nicolas Hervé avec plusieurs intervenants était d'observer l'ampleur de la médiatisation du coronavirus sur différents supports (TV, agence de presse, presse et Twitter) et de la mettre en relation avec les événements-clés de la chronologie de cette épidémie, ainsi qu'avec un certain nombre de données extérieures (nombre de cas, cours de bourse) [15]. Principale conclusion: «Une saturation de l'espace médiatique: depuis le début du confinement, canaux d'information en continu et AFP frôlent avec les 80 % de contenus publiés liés au coronavirus». À se demander, s'interrogent les analystes, s'il « n'y a plus d'actualité en dehors du coronavirus à cause du confinement et de la mise à l'arrêt de la vie sociale ou bien n'y a-t-il plus d'espace médiatique disponible pour en parler ? » Jamais un tel phénomène médiatique ne s'était produit, amplifié par le fait que les salles de rédaction parisiennes s'autoalimentent en boucle. Un sujet sort sur une chaîne de TV ? Paris-Match en fera sa prochaine une sous un angle d'attaque différent. Ce sujet d'actualité sera repris à son tour d'une autre manière par d'autres hebdomadaires et quotidiens que se partagent les sociétés transnationales de la finance et de l'économie. La pratique est assez courante dans certaines rédactions de voir des « journalistes » écrire un article à partir d'un ou de deux articles d'autres journaux. Ainsi que l'illustre Patrick De Carolis lors de l'une de nos rencontres à La Truffière aux livres de Rocamadour, pittoresque salon du livre du Lot, ces médias « sont un peu comme un banc de poissons. Celui qui est en tête prend une direction et tous les autres le suivent aussitôt sans trop savoir pourquoi.»

« Les chiffres donnent le tournis », indique Leïla Marchand dans Les Échos [16]. Il y a de quoi : « Sur les chaînes d'info françaises, du lundi 16 mars au dimanche 22 mars, 74,9 % du temps d'antenne a été consacré au coronavirus et à ses conséquences. Cela représente un volume horaire quotidien moyen de 13 heures et 30 minutes par jour et par chaîne d'information (...) Du côté des JT des chaînes historiques, les auteurs constatent qu'ils en sont peu à peu venus à se consacrer dans leur "quasi-intégralité" au coronavirus. Et avec des audiences massives : certains jours, 15 à 20 millions de téléspectateurs quotidiens cumulés ont été recensés. » Constat semblable pour la presse papier : du 1er janvier au 24 mars 2020, le coronavirus sera cité 254 765 fois dans les médias français et représentera 75 % des citations enregistrées entre le 1er et le 19 mars ! Il bat tous les records avec près de 19 000 articles par jour dans les seuls journaux, magazines et sites des médias français . Mais ce n'est pas parce que vous avez eu droit à une telle déferlante médiatique continue pendant plusieurs mois sur la pandémie que vous avez été bien informés.

Danse macabre

Chaque semaine, l'OMS fait le point sur la situation de la pandémie au niveau mondial, pays par pays. La plupart de ces données proviennent d'organismes officiels, d'organisations professionnelles ou internationales et sont donc considérées comme des faits crédibles et établis provenant de sources considérées comme a priori sérieuses. Pourtant, des informations diverses concernant les mêmes faits sont publiées au même moment.

Jugez plutôt : « Coronavirus : 499 morts en 24 heures en France, plus de 5 500 cas graves », titre Le Figaro le 31 mars 2020, qui écrit que « la France compte désormais 3 523 décès depuis le premier mars. 52 128 cas de contamination au Covid-19 ont été confirmés, dont 5 565 cas nécessitent des soins lourds en réanimation ». Le rapport journalier de l'OMS comptabilise le même jour 3017 décès pour la France. «Coronavirus: plus de 6000 personnes en réanimation en France », titre Le Parisien le lendemain en affirmant que « la France a franchi le cap des 4 000 morts du coronavirus et a continué ce mercredi d'évacuer des malades pour soulager les régions les plus saturées » (Le Parisien, 1er avril 2020). Le rapport journalier de l'OMS mentionne 3 514 décès. Le lendemain, Challenges indique que « la France a enregistré 5 387 décès dus au coronavirus depuis l'apparition de l'épidémie, dont 4 503 dans les hôpitaux » (Challenges.fr, 2 avril 2020). L'OMS en récapitule 4 019 à la même date, soit quand même 1368 de moins... Le jour suivant L'Obs reproduit le communiqué du directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, qui « annonce ce soir un bilan humain de 6 507 morts en France » (Coronavirus : plus de 6 500 morts en France dont 1 sur 5 en EHPAD, L'Obs avec l'AFP, 3 avril 2020, 8 h 36). L'OMS en indique 4 490 dans son rapport journalier du 3 avril, soit 2 017 de moins [18]... Puis, deux jours plus tard, pour Le Journal des Femmes « en France, l'épidémie est de plus en plus meurtrière avec 7 560 décès (1 053 de plus que la veille), dont 2 028 dans les EHPAD » (Le Journal des Femmes, 5 avril 2020). Le même 5 avril 2020, LCI rapporte que « la Direction générale de la santé (DGS) a comptabilisé 2189 décès rattachés au COVID-19, dans les EHPAD et établissements médico-sociaux. On dénombre également 5 889 morts en hôpital. Depuis le début de l'épidémie, on recense 8 078 décès dans notre pays ». Or, pour ce même jour, le nombre total de décès recensés sur la France par l'OMS depuis le début de l'épidémie est de 7 546...

En lisant cette profusion de chiffres contradictoires, ressentez-vous une grande confusion mentale ? Si oui, rassurez-vous, cela signifie que vous êtes en bonne santé.

Les chiffres sont donc très approximatifs et le travail des journalistes difficile, car entre les discours mensongers de membres du gouvernement et de hauts fonctionnaires, les différences d'appréciation de scientifiques et les avis souvent divergents de professionnels de la santé, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver. Plusieurs causes ont pour effet de provoquer des différences entre les chiffres annoncés par les médias (nombre de personnes infectées, de personnes en réanimation, soignées ou décédées) et la réalité de la situation.

L'Inserm indique que « la définition des cas suspects de Covid-19 évolue avec le temps et la propagation de l'épidémie. De plus, les critères varient d'un pays à l'autre »[19]. Voilà qui complique singulièrement l'obtention de données fiables auprès des organismes officiels, tout particulièrement si « les critères varient d'un pays à l'autre ». Du coup, les chiffres publiés par l'OMS dans ses rapports journaliers sur l'évolution de la pandémie, chiffres collectés auprès des organismes officiels nationaux, ne correspondent déjà plus à l'exacte réalité. Il s'agit d'une évaluation au plus proche de la réalité, et encore... Reste que les bulletins épidémiologiques de l'OMS sur la pandémie sont les plus clairs et permettent de visualiser immédiatement les principales données sur la mala die région par région, pays par pays et de manière globale. À l'opposé, le bulletin épidémiologique de Santé publique France [20], publié hebdomadairement, s'il est assez précis et riche dans la description des maladies et leur évolution, n'est pas forcément pratique pour les journalistes. Il faut souvent aller chercher entre les lignes des différents chapitres comprenant de nombreux éléments des informations essentielles comme le nombre de personnes infectées et décédées, dans quelles situations et les comparaisons avec les périodes précédentes. Et encore, ces données nationales pourtant importantes ne sont la plupart du temps même pas indiquées... Cette conception rédactionnelle sera à l'origine de nombreuses erreurs. Ainsi, par exemple, une dépêche de l'AFP qui sera reprise par plusieurs médias annoncera le 4 mars que depuis le début de la saison grippale 2019-2020, « la grippe saisonnière a fait 72

morts en France ». En réalité, il ne s'agit pas du total des décès imputables à la maladie, mais des seuls « décès parmi les cas admis en réanimation ». Voilà qui change les faits quand on sait que la plus grande partie des décès survient à domicile, dans les hôpitaux hors service réanimation, dans les maisons de retraite et dans les Ehpad.

S'ajoute à cette relative exactitude le délai qui peut s'écouler entre la collecte des informations, la rédaction d'un article, sa transmission à la rédaction et la publication de la dépêche, de l'article ou la programmation d'une émission.

Concernant la Covid-19, en une journée, plus de 500 décès supplémentaires peuvent apparaître dans les statistiques. À titre d'exemple, les rapports quotidiens de l'OMS indiquent 10 313 morts pour la France du début de la pandémie au 8 avril et 10 853 le lendemain, soit 540 de plus en moins de 24 21 heures [21].

Alors qu'en est-il vraiment de la propagation du virus SRAS-CoV-2 ?

Jean-Loup Izambert

Claude Janvier

FIN DE L'EXTRAIT (Il vous reste 91% à lire sur la version complète du livre !)

Notes :

1. Sénat, Projet de loi de finances pour 2020 : Santé, Avis no 143 (2019-2020) de Mme Corinne Imbert, fait au nom de la commission des affaires sociales, 21 novembre 2019.
2. Source : ministère français des Armées, www.defense.gouv.fr, 30 septembre 2019.
3. Ibid. 1.
4. Hospitalisation complète : 69 000 lits en moins en 15 ans ! par Anne Bayle-Iniguez, Le Quotidien du médecin, 3 juillet 2019.
5. Organisation Mondiale de la Santé, Coronavirus disease (Covid19), Bulletin hebdo madaire 111, 10 mai 2020.
6. Allocution d'Emmanuel Macron, lundi 16 mars 2020.
8. Cov2 : le chiffre 2 pour le distinguer du coronavirus SRAS-Cov (syndrome respiratoire aigu sévère – SRAS) de 2002-2003, également apparu en Chine et dont sont décédées 774 personnes dans 30 pays.
9. OMS, Coronavirus disease (COVID-19), Situation Report 120, 19 mai 2020.
10. Inserm, Dossiers d'information, Grippe, Améliorer les moyens de lutte contre une maladie pas si banale, 1er septembre 2017.
11. 1968. La planète grippée, par Corinne Bensimon, Libération, 7 décembre 2005.
13. Lire sur le sujet l'enquête menée par les journalistes Serge Halimi et Dominique Vidal publiée sous le titre L'opinion, ça se travaille... éd. Agone, et Trump face à l'Europe, par Jean-Loup Izambert, IS Édition.
14. 56, tome 1, L'État français complice de groupes criminels et 56, tome 2, Mensonges et crimes d'État, par Jean-Loup Izambert, IS Édition.
15. Coronavirus, Étude de l'intensité médiatique, par Nicolas Hervé, INA, Service de la Recherche. Étude mise à jour dont la première version a été publiée le 24 mars 2020.
16. Coronavirus : une couverture médiatique « sans précédent » dans l'histoire, par Leïla Marchand, Les Échos, 25 mars 2020.
17. Évolution de l'occurrence « coronavirus » dans la presse depuis le 1er janvier 2020, étude de Tagaday (ex-Press'edd). Analyse réalisée à partir d'un échantillon de 3 000 titres et sites des médias français. Coronavirus : près de 19 000 articles chaque jour dans la presse française, un record, par Cyril Petit, Le Journal du Dimanche, 21 mars 2020.
18. OMS, Coronavirus disease 2019 (COVID-19), Situation report-74, 3 avril 2020.
19. « Fake news » et désinformation autour du coronavirus SARS-Cov2, Inserm, 23 mars 2020.
20. www.santepubliquefrance.fr
21. OMS, Coronavirus disease (COVID-19), Situation report 79 et Situation report 80.

« **Le virus et le Président** » paraît aux formats papier comme numériques (formats ePub, Mobi/Kindle et PDF), dans tous les réseaux de librairies via les distributeurs Hachette Livre (livre imprimé) et Immatériel (eBooks).

Quelques liens pour commander le livre :

Librairie IS : <https://www.is-ebooks.com/produit/194/9782368452905/le-virus-et-le-president>

Amazon : <https://www.amazon.fr/virus-Pr%C3%A9sident-Enqu%C3%AAtre-tromperies-lHistoire/dp/2368452893>

Fnac : <https://livre.fnac.com/a15528388/Jean-Loup-Izambert-Le-virus-et-le-President>

[COMMANDER LE LIVRE](#)

Lire la préface et le préambule:



[Bas les masques ! Le virus et le président. Enquête sur l'une des plus grandes tromperies de l'histoire.](#)

Par *Dr Pascal Trotta*, 11 décembre 2020



[Le virus et le président. Préambule.](#)

Table des matières : LE VIRUS ET LE PRÉSIDENT

Préambule.....	6
Préface : Bas les masques !.....	10
Chapitre 1 : Macronavirus.....	14
Chapitre 2 : Mort programmée sur ordonnances.....	70
Chapitre 3 : Pour votre santé, plantez des tulipes.....	92
Chapitre 4 : Camouflage.....	106
Chapitre 5 : 11 400 milliards en secret.....	134
Chapitre 6 : Tableau de chasse des assassins financiers.....	162
Chapitre 7 : Les « écrasés ».....	187
Chapitre 8 : « Le guerrier », les endetteurs et les payeurs.....	218
À propos des auteurs.....	258
Des mêmes auteurs.....	259

Les auteurs :



Jean-Loup Izambert est journaliste d'investigation indépendant (économie, finance et politique), collaborateur de médias français et étrangers et écrivain. Plusieurs de ses ouvrages ont défrayé la chronique: « Le krach des 40 banques », « Le Crédit Agricole hors la loi ? », « Crédit Lyonnais, la mascarade », « Faut-il brûler l'ONU ? », « 56 – Tome 1 : L'État français complice de groupes criminels », « 56 – Tome 2 : Mensonges et crimes d'État » et enfin « Trump face à l'Europe ».



Claude Janvier est écrivain polémiste. Un rien provocateur, doté d'un humour noir et disciple de Pierre Desproges, il est l'auteur de trois livres « coups de gueule ». Depuis quinze ans, il fouille, déterre, décortique et analyse l'actualité afin de mettre à jour les véritables informations. Il intervient notamment sur Sud Radio, Agoravox, Les Moutons Enragés, Le blog à Lupus, Réseau International, Stratégika, Mondialisation.ca, Planetes360 et bien d'autres. Un beau parcours dans l'hôtellerie et la restauration lui a permis de développer son sens de l'observation. Il reste fidèle à sa devise : « Je râle donc je suis ».

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Jean-Loup Izambert et Claude Janvier, ISEdition, 2021